



Les politiques d'austérité imposent la baisse des salaires et des pensions, la destruction des droits sociaux et des services publics. Elles provoquent récession, chômage, précarité, misère. Le 14 novembre pour la première fois en Europe, une grève générale internationale est organisée par le mouvement syndical au Portugal, en Espagne, en Grèce, à Chypre et à Malte. Ce mouvement est soutenu par les mouvements sociaux et des partis politiques. Dans le même temps, la Confédération Européenne des Syndicats (CES) a lancé un appel à une journée d'action et de solidarité coordonnée en Europe.

Le collectif pour un audit citoyen de la dette publique mène depuis des mois une mobilisation unitaire pour dénoncer l'instrumentalisation de la dette publique et l'imposition des politiques d'austérité économiquement stupides, écologiquement irresponsables, et socialement injustes, touchant de plein fouet les populations les plus précaires, femmes, jeunes, ouvriers, mal-logés, immigrés.



— Vous vivez au-dessus de vos moyens !

Le CAC 67:

- appelle à soutenir la manifestation intersyndicale du 14 novembre 2012: rendez-vous à 11h place de la Bourse à Strasbourg,
- vous invite à rejoindre la déambulation en fin d'après-midi: à 17h30 - place Broglie.

TOURNEZ SVP

Le rapport Gallois reprend la propagande du MEDEF.

"Le coût du travail est excessif" nous répète-t-on dans les médias dominants. Ceci est un mensonge. Le travail n'est pas un coût mais une richesse. C'est le capital qui coûte cher. En 2010, les entreprises ont dépensé plus d'argent en dividendes qu'en investissement productif (Cour des Comptes). Les dividendes se sont élevés à 210 milliards d'euros. Mais il n'a été consacré que 182 milliards d'euros aux investissements.

Une aubaine pour le patronat sans obligation d'embauche

Les allègements de cotisations sociales représentent déjà plus de 30 milliards d'euros en contrepartie desquels le patronat s'était engagé à embaucher. Résultat: un simple effet d'aubaine. La Cour des Comptes a indiqué en 2009 que l'effet sur l'emploi est incertain. Le crédit d'impôts sur les sociétés servira la distribution des dividendes aux actionnaires et non les investissements.

L'absurdité des mesures de "compétitivité" mettant les peuples et les individus en concurrence

L'objectif de la compétitivité est de réduire les salaires, et donc la demande intérieure, pour exporter et gagner des parts de marché contre ses voisins. Or aujourd'hui les excédents commerciaux des uns sont les déficits des autres. Croire que tout le monde peut exporter sur le modèle de l'Allemagne, est une illusion dont la conséquence est une récession globale. Cela favorise la guerre économique permanente au lieu d'une Europe sociale et écologique.

Ce plan s'ajoute au tour de vis de l'austérité prévu par les traités européens.

Ces 20 milliards de crédits d'impôts aux entreprises sont financés pour quasiment la moitié par une hausse de la TVA, soit l'impôt le plus injuste. Le gouvernement économisera 10 autres milliards sur le dos des collectivités. De plus, il a fait le choix de coller au dogme du 3% de déficits publics. Soit des coupes supplémentaires dans les services publics. Une autre baisse des dépenses publiques de 10 " milliards d'euros est également prévue. Elle s'ajoute à celles déjà programmées d'ici à 2017.

L'austérité doit cesser ! Ce n'est pas de purges budgétaires ou de concurrence exacerbée dont l'Europe a besoin, mais de solidarité, d'une meilleure répartition des richesses et de démocratie !

Le Collectif pour un Audit Citoyen de la dette publique du Bas-Rhin est soutenu par: Attac Strasbourg, CGT Equipement/Environnement 67, Femmes Egalité 67, Front de Gauche 67 : CCA - GA 67 - GU 67- PCF 67 - PG 67, FSU 67, NPA 67, Solidaires Alsace : Solidaires Finances publiques Alsace " Sud Education Alsace, un citoyen en lutte.